

Le Cap-Vert, une démocratie qui fonctionne

Slate Afrique, 22/08/2011 L'opposant cap-verdien Carlos Fonseca a remporté le 21 août 2011 le second tour de la présidentielle, face à Manuel Inocencio Sousa, issu du parti au pouvoir depuis dix ans. Nouvelle alternance, donc, dans une démocratie africaine qui fonctionne. Carlos Fonseca et son Mouvement pour la démocratie (MPD, libéral) a remporté le 21 août 2011 la présidentielle au Cap-Vert avec 54,53% des voix, selon des résultats encore provisoires. Son adversaire, Manuel Inocencio Sousa, du Parti africain de l'indépendance du Cap-Vert (PAICV, de gauche), a aussi reconnu sa défaite sans attendre les résultats définitifs. La quatrième élection présidentielle du Cap-Vert confirme caractéristique exemplaire de cette démocratie africaine.

L'archipel, une ancienne colonie portugaise située au large du Sénégal, n'en est pas sa première alternance. L'avènement du multipartisme, en 1991, le MDP avait battu le PAICV, ancien parti unique, pour gouverner pendant dix ans. En 2001, il avait ensuite cédé sa place de manière extrêmement sportive au PAICV, qui n'avait que 13 voix d'avance. Au lieu de contester les résultats, le MDP avait aussi reconnu sa défaite. Dans un pays dominé par deux grands partis, les présidents António Mascarenhas Monteiro (MPD) et Pedro Verona Rodrigues Pires (PAICV) ont par ailleurs respecté la limitation à deux mandats successifs, sans chercher à modifier la Constitution. Voilà donc Carlos Fonseca, 60 ans, ancien ministre des Affaires étrangères, nouveau président du Cap-Vert, un pays à revenu intermédiaire qui a su développer son tourisme ces dernières années, sans cesser de dépendre des transferts envoyés par son importante diaspora. Particularité de l'archipel lusophone: sa population migrée, 700.000 personnes est plus nombreuse que ses résidents locaux, 500.000 personnes. A chaque élection, la campagne se joue aussi auprès des Cap-Verdiens de l'étranger, aux Etats-Unis, au Portugal, en France, au Sénégal et en Angola. Une des raisons des démocraties du Cap-Vert reste l'absence de rares pays à pouvoir se vanter d'avoir une démocratie fonctionnelle en Afrique, avec le Maurice, l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie. Selon l'index sur la démocratie en Afrique par l'Economist Intelligence Unit (EIU), (PDF) un bureau d'études basé à Londres, le Maurice serait la vraie démocratie du continent. Elle répond en effet à cinq critères sur les processus électoraux, le fonctionnement du gouvernement, la participation, la culture politique et les libertés publiques. Le Cap-Vert a manqué de peu le classement, rangé parmi les «démocraties déficientes» par l'EIU en raison de scandales liés à la corruption. Au total, huit d'Afrique se distinguent parmi les régimes «pouvant mieux faire», avec, par ordre de meilleur respect des règles démocratiques: l'Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie, le Bénin, le Lesotho, le Ghana et le Mali. L'Afrique compte par ailleurs, selon l'EIU, neuf régimes «hybrides», qui ont des apparences démocratiques mais empiètent toujours sur les libertés d'expression ou se livrent à des fraudes électorales. Parmi ces vraies-fausse démocraties, on retrouve, par ordre croissant, le Malawi, la Zambie, le Sénégal, le Liberia, l'Ouganda, le Mozambique, le Kenya, la Sierra Leone et Burundi. Un autre index, plus indulgent, publié par le groupe de pression américain Freedom House trouve six pays «libres» en Afrique en 2011: Mali, Bénin, Ghana, Afrique du Sud, Botswana et Namibie. Quant aux régimes autoritaires, ils sont encore, et de loin, les plus nombreux: 18 selon Freedom House et 25 selon l'EIU qui donne ce classement, allant du moins au plus autoritaire: Madagascar, Mauritanie, Ethiopie, Burkina Faso, Nigeria, Togo, Cameroun, Niger, Gambie, Angola, Gabon, Rwanda, Côte d'Ivoire, Swaziland, Congo Brazzaville, Guinée, Zimbabwe, Soudan, Erythrée, Djibouti, République démocratique du Congo, Guinée-Bissau, Guinée Equatoriale, Centrafrique et Tchad. Le pays Idriss Déby remporte la palme du plus autoritaire au monde, après la Corée du Nord. L'Afrique des dinosaures L'alternance tous les dix ans, comme au Cap-Vert, pourrait donner matière à réflexion à bien des chefs de la sous-région, arrivés au pouvoir par la voie des armes ou tentés de s'accrocher par la voie des urnes, à grands renforts de tripatouillages constitutionnels. De ce point de vue, Amadou Toumani Touré, le président du Mali, s'apprête à lui aussi à donner une leçon de démocratie à l'Afrique en 2012. Contrairement à son voisin sénégalais Abdoulaye Wade qui a refusé de toucher à la Constitution pour se maintenir au pouvoir et a décidé de partir, au terme de ses deux mandats présidentiels. L'Afrique, en proie à une certaine agitation depuis le printemps arabe, se distingue encore par l'extrême longévité de ses chefs d'Etat au pouvoir: José Eduardo dos Santos dirige l'Angola depuis 1979; Denis Sassou-Nguesso le Congo depuis 1979 (avec une interruption de cinq ans); Robert Mugabe le Zimbabwe depuis 1980; Paul Biya le Cameroun depuis 1982; Yoweri Museveni l'Ouganda depuis 1986; Blaise Compaoré le Burkina Faso depuis 1987; et Idriss Déby le Tchad depuis 1990. Enfin, il faut souligner la tendance à la succession dynastique ces dernières années, les fils ayant hérité du fauteuil de leur père après leur mort en RDC, au Gabon et au Togo. Anne Khady Sène APA, 22-08-2011 L'opposant Jorge Carlos Fonseca élu à la présidence du Cap-Vert Dakar (Sénégal) - L'opposant Jorge Carlos Fonseca a remporté le second tour de l'élection présidentielle organisée dimanche au Cap-Vert, selon les résultats des bureaux de vote qui accablent le candidat du Mouvement pour la démocratie (MPD, libéral) de 54,53% contre son challenger Manuel Inocencio Sousa du Parti africain pour l'indépendance du Cap-vert (PAICV, socialiste) crédité de 45,47% des suffrages. Reconnaisant aussi sa défaite, ce dernier a déclaré dans les médias publics: «Je félicite mon adversaire Jorge Carlos Fonseca. Je reconnais avoir perdu ce deuxième tour de l'élection présidentielle du 21 août» Les chiffres obtenus par les deux protagonistes ont été communiqués en direct sur les médias publics et privés, au fur et mesure que s'effectuait le dépouillement des bulletins de vote par la Commission nationale des élections (CNE). Les opérations de vote n'ont pu être organisées dimanche dans quatre bureaux de vote sur l'île de Santo Antão à cause de la pluie, selon la CNE. Il reste des résultats de quelques bureaux à dépouiller, mais ces données ne pourront pas inverser la tendance. Au total, un peu plus de 305.000 Cap-verdiens résidant sur l'archipel et à l'étranger étaient appelés au second tour. Jorge Carlos Fonseca était arrivé en tête du premier tour organisé le 7 août avec plus de 37% des voix contre 32% pour Manuel Inocencio Sousa, classé deuxième. Les deux hommes, qui ont 60 ans et sont originaires de Sao Vicente, ont aussi en commun d'avoir été ministre des Affaires étrangères de leur pays. La victoire de Jorge Carlos Fonseca marque le retour à la présidence du MDP, qui avait perdu le fauteuil en 2001, après dix ans de pouvoir d'António Mascarenhas Monteiro. L'absence de contestation de sa victoire conforte la réputation du Cap-Vert comme

modèle de démocratie en Afrique.